



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2017

JCT/IC/NL – N° VILLE_2017DL130

Date de convocation : 30 novembre 2017

Affichage du compte-rendu : 21 décembre 2017

Nombre de conseillers en exercice : 33

OBJET : RÉGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL - i-delibre - Modification

L'an deux mille dix sept, le quatorze décembre à 19:30 heures le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude TALBOT.

Présents : Jean-Claude TALBOT, Thierry BUTIN, Martine BONNAUD, Claude COLIN, Dominique BABE, Souade KACI, Eddie BREVALLE, Muriel PEILLON, Danièle POTIRON, Thierry HAON, Véronique GIROMAGNY, Alain VIOLLET, Eliane LEON BALLESTEROS, Gérard POTIRON, Christiane PUTHOD, Laurence MOULIN, Eric MAILLET, Joël CAS, Lilian MORINON, Maurice DUMONTET, Thierry MOLLARET, Guy PENDARIES, Sylviane STRETTI, Joëlle NATALINI

Excusés / pouvoirs : Michel MALTRAIT (donne pouvoir à Alain VIOLLET), Florent RIVOIRE (donne pouvoir à Eddie BREVALLE), Chantal RUBIO (donne pouvoir à Thierry BUTIN), Alain LEGRAS (donne pouvoir à Danièle POTIRON), Yves MONTANGERAND (donne pouvoir à Souade KACI), Cécile TOURNIER (donne pouvoir à Jean-Claude TALBOT), Céline BARIOZ (donne pouvoir à Laurence MOULIN), Annie BERTON (donne pouvoir à Guy PENDARIES)

Excusés / absents : Philippe COLSON

Secrétaire de séance : Eric MAILLET

Rapporteur : Jean-Claude TALBOT

Le conseil municipal a adopté par délibération n° 032/2014 du 17 avril 2014 son règlement intérieur.

Lors de sa séance du 14 décembre 2017, le conseil municipal a approuvé le principe de dématérialisation des convocations, ordres du jour, rapports et autres éléments constitutifs des dossiers de séance afférents aux conseils municipaux, pour la durée du mandat en cours et pour les élus qui l'auront choisi.

Afin d'intégrer ces nouvelles dispositions au règlement intérieur du conseil municipal, il convient de modifier l'article 1 du chapitre 1 comme suit :

CHAPITRE I – Séances du conseil municipal

Article 1 : convocation aux séances :

Article L. 2121-7 CGCT : Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre. Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet.

Article L. 2121-10 CGCT : Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des conseillers municipaux, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse **ou transmise de manière dématérialisée à l'adresse mail communiquée dans le document d'adhésion.**

Article L. 2121-12 CGCT : Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal. Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Toute convocation est faite par le maire. Elle est adressée aux conseillers municipaux par écrit à domicile ou à l'adresse choisie **ou par voie électronique**, cinq jours francs au moins avant la date de la réunion. Elle est accompagnée de l'ordre du jour et des rapports afférents à chaque dossier soumis à délibération.

Les élus ayant opté pour un envoi dématérialisé devront en faire la demande par écrit et fournir au service des assemblées une adresse mail valide par le biais du document d'adhésion, ce choix vaudra durant toute la durée du mandat. Ils seront dotés d'une tablette numérique, ces tablettes resteront propriété de la ville de Corbas et devront être restituées, par chaque utilisateur, à la fin de son mandat. Ils s'engagent à respecter la « convention de mise à disposition de tablettes numériques aux élus municipaux », jointe au présent règlement.

Les élus n'acceptant pas de recevoir ces documents par voie électronique, continueront de les recevoir en format papier.

En conséquence, après en avoir délibéré le conseil municipal :

- **APPROUVE** les modifications résultant de la mise à jour du règlement intérieur du conseil municipal, conformément au projet joint ;
- **APPROUVE** la convention de mise à disposition de tablettes numériques aux élus municipaux, ci-jointe ;
- **DIT** que ce règlement s'appliquera tant que la présente délibération n'aura pas été modifiée.

Envoyé en préfecture le 20/12/2017

Reçu en préfecture le 20/12/2017

Affiché le

The logo for SLO (Système de Liaison et d'Orientation) is displayed in blue and red.

ID : 069-216902734-20171214-VILLE2017DL130-DE

Adopté à l'unanimité

Fait à CORBAS, les jour, mois, et
an que dessus,
au registre sont les signatures.
Pour copie conforme,

Le Maire,
Jean-Claude TALBOT.

Envoyé en préfecture le 20/12/2017

Reçu en préfecture le 20/12/2017

Affiché le

SLOW

ID : 069-216902734-20171214-VILLE2017DL130-DE



CONSEIL MUNICIPAL

REGLEMENT INTERIEUR REGLEMENT INTERIEUR

Mise à jour le 6/12/2017

SOMMAIRE

Chapitre I : Séances du conseil municipal

<u>Article I</u> : Convocation aux séances	page 4
<u>Article II</u> : Fonction du Président et ordre du jour	page 4
<u>Article III</u> : Quorum - Constatation des présences et mandat	page 5
<u>Article IV</u> : Fonctions des secrétaires de séances	page 6
<u>Article V</u> : Organisation des débats – Groupes politiques - Conférence des présidents de groupes	page 6
<u>Article VI</u> : Moyens	page 7
<u>Article VII</u> : Accès aux dossiers – Information des élus	page 7
<u>Article VIII</u> : Missions	page 8
<u>Article IX</u> : Discipline de l'assemblée	page 8
<u>Article X</u> : Police de l'Assemblée	page 8
<u>Article XI</u> : Questions posées par les membres du conseil municipal	page 9
<u>Article XII</u> : Vœux	page 9
<u>Article XIII</u> : Séance a huis clos	page 9
<u>Article XIV</u> : Questions du public	page 10

Chapitre II : Commissions et conseils de quartier

<u>Article XV</u> : Commissions municipales permanentes	page 11
<u>Article XVI</u> : Commissions spécifiques	page 12
<u>Article XVII</u> : Commission d'appel d'offres	page 12
<u>Article XVIII</u> : Commission de délégation de service public	page 12
<u>Article XIX</u> : Conseils de quartier	page 12

Chapitre III : Débats et vote des délibérations

<u>Article XX</u> : Déroulement de la séance	page 15
<u>Article XXI</u> : Débats ordinaires	page 15
<u>Article XXII</u> : Débat d'Orientation Budgétaire	page 16
<u>Article XXIII</u> : Amendements	page 16
<u>Article XXIV</u> : Suspension de séance	page 16
<u>Article XXV</u> : Clôture des discussions	page 16
<u>Article XXVI</u> : Vote	page 17
<u>Article XXVII</u> : Adoption du PV - Compte Rendu	page 17
<u>Article XXVIII</u> : Référendum local	page 18
<u>Article XXIX</u> : Consultation des électeurs	page 18

Chapitre IV : Dispositions diverses

<u>Article XXX</u> : Expression libre	page 19
<u>Article XXXI</u> : Manquements au présent règlement	page 19

CHAPITRE I - SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE I : CONVOCATION AUX SEANCES

Article L. 2121-7 CGCT : Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre. Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet.

Article L. 2121-10 CGCT : Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des conseillers municipaux, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse ou transmise de manière dématérialisée à l'adresse mail communiquée dans le document d'adhésion.

Article L. 2121-12 CGCT : Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal. Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Toute convocation est faite par le maire. Elle est adressée aux conseillers municipaux par écrit à domicile ou à l'adresse choisie ou par voie électronique, cinq jours francs au moins avant la date de la réunion. Elle est accompagnée de l'ordre du jour et des rapports afférents à chaque dossier soumis à délibération.

Les élus ayant opté pour un envoi dématérialisé devront en faire la demande par écrit et fournir au service des assemblées une adresse mail valide par le biais du document d'adhésion, ce choix vaudra durant toute la durée du mandat. Ils seront dotés d'une tablette numérique, ces tablettes resteront propriété de la ville de Corbas et devront être restituées, par chaque utilisateur, à la fin de son mandat. Ils s'engagent à respecter la « convention de mise à disposition de tablettes numériques aux élus municipaux », jointe au présent règlement.

Les élus n'acceptant pas de recevoir ces documents par voie électronique, continueront de les recevoir en format papier.

ARTICLE II : FONCTION DU PRESIDENT ET ORDRE DU JOUR

Article L. 2121-14 CGCT : *Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.*

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote.

Règlement Intérieur du conseil municipal

Article L. 2122-8 CGCT : *La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.*

Pour toute élection du maire ou des adjoints, les membres du conseil municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Avant cette convocation, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires pour compléter le conseil municipal.

Si, après les élections complémentaires, de nouvelles vacances se produisent, le conseil municipal procède néanmoins à l'élection du maire et des adjoints, à moins qu'il n'ait perdu le tiers de ses membres.

En ce dernier cas, il y a lieu de recourir à de nouvelles élections complémentaires. Il y est procédé dans le délai d'un mois à dater de la dernière vacance. Toutefois, quand il y a lieu à l'élection d'un seul adjoint, le conseil municipal peut décider, sur la proposition du maire, qu'il y sera procédé sans élections complémentaires préalables, sauf dans le cas où le conseil municipal a perdu le tiers de son effectif légal.

Le Maire, et à défaut celui qui le remplace dans les conditions fixées par la loi, fixe l'ordre du jour et préside le Conseil Municipal.

Le Président ouvre les séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole et maintient l'ordre des discussions. Il met aux voix les propositions et juge, conjointement avec le secrétaire, les épreuves des votes : il en proclame les résultats.

Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

ARTICLE III – QUORUM - CONSTATATION DES PRESENCES ET MANDATS

Article L. 2121-17 CGCT : *Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.*

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

La présence des membres aux séances du Conseil municipal est constatée lors de l'appel nominal. Au cours de cet appel, le Président constate les absences et réceptionne les pouvoirs.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum. Quand, après une première convocation régulièrement faite ce quorum n'est pas atteint, le Conseil Municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle et délibérera alors valablement sans condition de quorum.

Le Conseil se réunit à l'heure fixée dans les lettres de convocation. Ceux de ses membres qui ne sont pas présents au moment où il est procédé à l'appel nominal et qui ne sont pas excusés, sont considérés comme absents pour la durée de la séance, à moins qu'ils n'aient fait constater leur entrée par le Secrétaire de séance.

Si le nombre des membres présents au début de la séance et après l'appel nominal est suffisant pour délibérer, le Conseil est réputé en nombre.

Règlement Intérieur du conseil municipal

Tout conseiller peut, au cours de la séance, s'il lui paraît que nombre, demander l'appel nominatif.

Article L. 2121-20 CGCT : *Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.*

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres du Conseil intéressés à une affaire à titre personnel ou comme mandataire, devront en faire la déclaration : ils ne prendront part ni à la discussion ni au vote.

La séance doit être suspendue s'il apparaît, à la suite de cet appel, que le Conseil municipal n'est plus en nombre pour délibérer valablement. Le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

ARTICLE IV : FONCTIONS DES SECRETAIRES DE SEANCES

Article L. 2121-15 CGCT : *Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.*

Au début de chaque séance, le Conseil Municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Le secrétaire de séance assiste le Maire pour vérification du quorum et de la validité des pouvoirs, pour le contrôle des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle et vise le procès-verbal.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

ARTICLE V : ORGANISATION DES DEBATS – GROUPES POLITIQUES – CONFERENCE DES PRESIDENTS DE GROUPES

Les conseillers peuvent se constituer en groupes selon leurs affinités politiques par déclaration adressée au maire, signée par tous les membres du groupe et comportant la liste des membres. Chaque conseiller peut adhérer à un groupe mais il ne pourra faire partie que d'un seul.

Tout groupe politique doit réunir au moins trois conseillers municipaux.

Chaque conseiller municipal fait connaître par écrit au Maire, le groupe auquel il appartient, même s'il se déclare « non inscrit ».

Un conseiller n'appartenant à aucun groupe reconnu peut toutefois non-inscrits s'il comporte au moins trois membres, ou s'apparente son choix avec l'agrément du président du groupe.

Les modifications des groupes sont portées à la connaissance du maire. Le maire en donne connaissance au conseil municipal qui suit cette information.

La conférence des Présidents est consultée sur l'organisation des débats du Conseil. Au moins deux jours avant la date de chaque séance publique du Conseil, le Maire réunit en conférence les Présidents de Groupe.

Elle émet un avis, compte tenu de l'ordre du jour, sur le temps de parole accordé à chaque groupe du Conseil pour chaque question dont il a été préalablement convenu qu'elle ferait l'objet d'une discussion ou d'une déclaration.

Le contenu des déclarations est transmis au secrétariat du conseil par voie électronique afin d'en faciliter la retranscription.

ARTICLE VI : MOYENS

Article L. 2121-27 CGCT : Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition.

Le Conseil municipal met à la disposition des conseillers de l'opposition municipale des moyens en locaux et matériel de bureau pour permettre leur fonctionnement.

Les conseillers municipaux concernés peuvent sur demande écrite, disposer d'un local administratif permanent.

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale dans un délai de 4 mois.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence électorale ou à accueillir des réunions publiques ou des personnes autres que les élus auxquels le local a été attribué.

La répartition du temps d'occupation du local administratif mis à la disposition des conseillers minoritaires est fixée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le maire procède à cette répartition.

ARTICLE VII : ACCES AUX DOSSIERS - INFORMATION DES ELUS

Article L. 2121-13 CGCT : Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Article L. 2121-13-1 CGCT : La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Article L. 2121-12 alinéa 2 CGCT : Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Article L. 2121-26 CGCT : Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés

Règlement Intérieur du conseil municipal

municipaux. Chacun peut les publier sous sa responsabilité documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue des services déconcentrés de l'État, intervient dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes.

Dans un délai de 5 jours avant la tenue de la séance du conseil municipal, les documents susmentionnés sont consultables par les conseillers municipaux sur RDV auprès du secrétariat du maire du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert du maire, sous réserve de l'application de l'article L.2121-12 alinéa 2 ci-dessus.

ARTICLE VIII : MISSIONS

Les élus pourront assurer des missions pour représenter la ville. Ils peuvent également bénéficier d'un mandat spécial en dehors de leur activité courante, délivré par le Conseil municipal ou le bureau municipal après accord du Maire sur l'opportunité de la mission.

ARTICLE IX : DISCIPLINE DE L'ASSEMBLEE

Le plus grand silence doit être observé pendant les délibérations. La parole est accordée par le Président aux membres du conseil municipal qui la demandent et peut la retirer si leurs propos excèdent les limites du droit de libre expression. Il s'agit notamment des propos ayant un caractère diffamatoire ou comportant des expressions injurieuses. Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande. Toutefois, les rapporteurs ont le droit d'être entendus quand ils le demandent.

ARTICLE X : POLICE DE L'ASSEMBLEE

Article L. 2121-16 CGCT : Le maire a seul la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Article L. 2121-18 alinéa 1 CGCT : Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Le Maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre, interrompt les débats, cause ou provoque un tumulte de quelque manière que ce soit. En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Le public ne sera admis dans la partie de la salle des séances qui lui est réservée qu'à concurrence des places disponibles.

Les personnes admises ne devront être porteuses d'aucune arme ou objet pouvant être utilisé comme tel. Elles ne pourront pénétrer dans la salle avec des animaux et devront laisser à l'entrée, parapluies, cannes, valises, paquets....

Il leur est interdit de troubler, par cris, gestes ou toute autre façon l'assemblée communale.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

ARTICLE XI: QUESTIONS POSEES PAR LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article L. 2121-19 CGCT : Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal.

Les questions orales des Conseillers Municipaux pendant les séances, peuvent être posées sous réserve d'une information en réunion des Présidents de groupe.

Les questions qui peuvent être posées sur les affaires intéressant la commune doivent être transmises au Maire, par écrit, 48 heures au plus tard, avant chaque séance publique du Conseil.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général.

Lors de cette séance, le maire ou l'adjoint délégué compétent répond aux questions posées oralement par les conseillers municipaux.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

ARTICLE XII : VŒUX

Le Conseil municipal peut émettre des vœux sur tous les projets relevant de sa compétence, ou ayant un intérêt local.

Pour figurer à l'ordre du jour d'une séance publique, tout projet de vœu doit être écrit, signé et déposé au secrétariat du Conseil, au moins 48 heures avant ladite séance, sauf cas d'urgence apprécié par le Conseil.

ARTICLE XIII : SEANCE A HUIS CLOS

Article L. 2121-18 alinéa 2 CGCT : Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote à main levée du conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

ARTICLE XIV : QUESTIONS DU PUBLIC

A l'issue du Conseil municipal, le public est invité à prendre la parole sous la forme de questions. Il ne s'agit pas d'une tribune d'expression. Le Maire pourra si une personne déroge à cette règle.

Le temps imparti pour l'ensemble des questions est de 15 minutes.

Les réponses aux différentes questions pourront être apportées lors de la séance suivante.

CHAPITRE II - Commissions et quartier

ARTICLE XV – COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES

Article L. 2121-22 CGCT : Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Le Conseil municipal forme des commissions municipales permanentes dont il détermine le nombre, l'effectif et la compétence.

Les commissions se réunissent sur convocation du maire ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

Le Maire est Président de droit de toutes les commissions. Il peut les faire présider par des adjoints ou des conseillers municipaux délégués à cet effet et chargés de l'assister dans la direction des affaires municipales.

Ces commissions sont chargées d'étudier les dossiers et rapports soumis par le Maire dans le cadre déterminé par le conseil municipal. Elles peuvent instituer en leur sein des sous-commissions ou des groupes de travail permanents ou temporaires.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller par tout moyen 5 jours avant la tenue de la réunion.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents.

Elles rendent des avis qui sont communiqués au conseil municipal lors des débats relatifs aux délibérations examinées.

Les commissions désignent leur vice-président. Elles peuvent convoquer toute personne concernée ou qu'il leur paraît utile de consulter. La participation des agents municipaux est soumise à autorisation préalable de la directrice générale des services.

Il est demandé une stricte confidentialité des dossiers traités dans les commissions.

ARTICLE XVI : COMMISSIONS SPECIFIQUES

En dehors des commissions permanentes et à toute époque, le Conseil peut désigner, en vue de l'étude d'une question précise, une Commission spéciale et temporaire.

Il en détermine l'objet et la composition. Il fixe la date à laquelle sera présenté son rapport.

ARTICLE XVII : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Les cinq membres de la commission d'appel d'offres sont élus par le Conseil Municipal en son sein, au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, dans les conditions prévues au I 3° et III de l'article 22 du Code des marchés publics.

L'article 23 du Code des marchés publics précise les modalités de fonctionnement de cette commission.

ARTICLE XVIII: COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Les cinq membres de la commission chargée de l'ouverture des plis dans le cadre d'une procédure de délégation d'un service public local sont élus par le Conseil Municipal en son sein, à la représentation proportionnelle au plus fort reste dans les conditions définies aux articles L 1411-5 et D 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE XIX : CONSEILS DE QUARTIER

La charte constitue le cadre de fonctionnement commun à l'ensemble des conseils de quartier. Toute modification de la charte fait l'objet d'une délibération soumise à l'approbation du Conseil municipal.

La charte des conseils de quartiers est énoncée en ces termes :

« Article 1

DEMOCRATIE DE PROXIMITE :

Les Conseils de quartiers sont des lieux de participation des citoyens à l'animation quotidienne de la cité, à sa gestion et à son évolution.

Avec la création des Conseils de quartiers, la municipalité affirme la volonté :

- *d'associer la population à l'action publique locale,*
- *d'établir un contact direct entre les élus et les habitants,*
- *de favoriser des relations de proximité régulières dans les quartiers.*

Article 2

PARTICIPATION DES HABITANTS :

Tous les habitants du quartier sont invités à une assemblée de quartier au moins une fois par an.

Lors de l'assemblée constitutive, le conseil de quartier est formé parmi les habitants volontaires.

Article 3

ROLE ET COMPETENCES DU CONSEIL DE QUARTIER :

Le Conseil de quartier est force de propositions dans les domaines suivants :

Règlement Intérieur du conseil municipal

- Urbanisme, voirie (trottoirs, circulation, signalisation public...),
- Environnement (espaces verts, cheminements piétons, aménagement de squares),
- Tranquillité publique (avec si besoin est l'assistance de médiateurs professionnels),
- Équipements communaux, espaces sportifs et de loisirs
- Vie culturelle,
- Animations de quartier.

Il est consulté à la demande du maire ou de son représentant, en tant que de besoin sur les projets concernant la vie et les projets du quartier.

Article 4

DESIGNATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE QUARTIER :

Il est composé de 30 personnes représentant les habitants et de 4 élus, membres de droit, représentant le Conseil Municipal. (un co-président et trois élus par Conseil de quartier).

Tous les habitants du quartier, âgés de 16 ans et plus, peuvent faire partie du Conseil de quartier. Il est également ouvert aux personnes qui exercent une activité professionnelle dans le quartier.

S'il y a plus de 30 personnes volontaires : un tirage au sort est effectué en dernier recours.

Le conseil de quartier est co-présidé par un habitant et un élu représentant la municipalité.

Le co-président représentant les habitants est élu pour trois ans parmi les membres habitants, par le conseil de quartier (il ne peut pas être un élu du conseil municipal).

Les 4 élus représentant le Conseil Municipal (un co-président et trois élus par Conseil de quartier) sont élus par le Conseil Municipal.

Article 5

FONCTIONNEMENT DU BUREAU :

Il est composé de 12 personnes : il est co-présidé par les deux co-présidents.

Le co-président habitant et le co-président représentant la Municipalité sont membres de droit du bureau.

Le nombre de représentants au bureau est de 10 conseillers de quartier maximum, plus les deux co-présidents.

S'il y a plus de 10 personnes volontaires, un tirage au sort est effectué.

Le rôle du bureau : Il convoque les assemblées de quartier (tous les habitants) et les conseils de quartier. Il fixe l'ordre du jour des réunions. Il remplit le rôle d'interface avec la mairie (fiches questions-réponses). Il assure l'information aux habitants (compte rendus, bulletins). Il coordonne et impulse l'activité des groupes de travail. Il suit la mise en place et la réalisation des projets.

Article 6

RENOUVELLEMENT DES CONSEILS DE QUARTIERS :

La durée du mandat de conseiller de quartier est de 3 ans, renouvelable.

Au bout de 3 ans, pour le renouvellement, tous les habitants du quartier sont invités.

Pendant la durée du mandat, si un poste se trouve vacant, il est fait appel à de nouvelles candidatures.

Article 7

GROUPE DE TRAVAIL :

*Le conseil de quartier peut constituer des groupes de travail à thème.
Des membres de services municipaux peuvent y être associés.
Des réunions inter-quartiers peuvent être organisées.*

Article 8

COMMUNICATION – INFORMATION :

La Municipalité met à la disposition des bureaux de quartier du matériel pour permettre la reproduction des documents d'information aux habitants. »

CHAPITRE 3 - Débats et votes des délibérations

Article L. 2121-29 CGCT : *Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.*

Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.

Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.

Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

ARTICLE XX : DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le maire, à l'ouverture de la séance, procède ou fait procéder à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, réceptionne les pouvoirs reçus.

Il fait approuver le procès verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Il peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance. Le maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales. Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

ARTICLE XXI : DEBATS ORDINAIRES

La parole est accordée par le maire aux membres du conseil municipal qui la demandent. Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le maire. Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarter de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues aux articles **IX et X**.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

ARTICLE XXII : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Article L. 2312-1 CGCT : *Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.*

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

Un débat a lieu sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci. Il ne donnera pas lieu à une délibération mais sera enregistré au procès-verbal de la séance.

La convocation sera accompagnée d'un rapport d'analyse financière.

La conférence des Présidents déterminera, si besoin, le temps de parole dévolu à chaque groupe.

ARTICLE XXIII : AMENDEMENTS

Tout rapport présenté au conseil municipal peut faire l'objet de proposition d'amendement.

Le Maire décide, après avoir entendu le rapporteur, si les amendements seront mis immédiatement en délibération ou si le rapport doit être renvoyé à une séance ultérieure.

Les amendements sont mis aux voix avant la proposition principale.

ARTICLE XXIV : SUSPENSION DE SEANCE

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

ARTICLE XXV : CLOTURE DES DISCUSSIONS

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats.

Un membre du conseil peut demander qu'il soit mis fin à toute discussion et qu'il soit procédé au vote.

Toutefois, si au moins un quart des membres du Conseil s'oppose à la demande de clôture, la discussion peut se poursuivre le temps nécessaire.

La demande présentée ne peut en aucun cas remettre en cause l'organisation des débats arrêtés par la Conférence des Présidents comme indiqué à l'article V.

ARTICLE XXVI : VOTES

Article L. 2121-20 CGCT : (...) *Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas du président est prépondérante.*

Article L. 2121-21 CGCT : *Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

Il est voté au scrutin secret:

1o Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame;

2o Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Le vote du compte administratif (cf. article L. 1612-12 CGCT) présenté annuellement par le maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

ARTICLE XXVII : ADOPTION DU PROCES-VERBAL- COMPTE RENDU

Article L. 2121-23 CGCT : *Les délibérations sont inscrites par ordre de date.*

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

Article L. 2121-18 alinéa 3 CGCT : *Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.*

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Les séances publiques du conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Après l'ouverture de la séance, le Président soumet à l'approbation de l'assemblée, le procès-verbal de la séance précédente. Il prend note des rectifications éventuelles décidées par le Conseil.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éven
procès-verbal suivant.

Article L. 2121-25 CGCT : *Le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine.*

Le compte rendu est affiché sur les panneaux réservés à cet effet sur la façade de la mairie. Le compte rendu des séances du Conseil Municipal consiste dans une synthèse des délibérations et des décisions, il est affiché sous huit jours.

Le compte rendu est tenu à la disposition des conseillers municipaux, de la presse et du public.

ARTICLE XXVIII : REFERENDUM LOCAL

Article L.O. 1112-1 CGCT : *L'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité.*

Article L.O. 1112-2 CGCT : *L'exécutif d'une collectivité territoriale peut seul proposer à l'assemblée délibérante de cette collectivité de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel.*

Article L.O. 1112-3 alinéa 1 CGCT : *(...) l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois avant la transmission de la délibération au représentant de l'État, convoque les électeurs et précise l'objet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.*

ARTICLE XXIX : CONSULTATIONS DES ELECTEURS

Article L. 1112-15 CGCT : *Les électeurs d'une collectivité territoriale peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du territoire du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.*

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE XXX : EXPRESSION LIBRE

Article L. 2121-27-1 CGCT : Dans les communes de 3 500 habitants et plus, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur.

Chaque groupe politique du Conseil municipal bénéficie d'un espace d'expression dans la revue municipale « Vivre à Corbas » pour insérer un article de 1600 signes.

Le Maire, en qualité de directeur de la publication, se réserve le droit de refuser la diffusion de tout article qui présenterait le caractère d'un délit de presse au sens de la loi du 21 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

ARTICLE XXXI : MANQUEMENTS AU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire.

Les séances du Conseil municipal doivent se dérouler dans le respect mutuel afin de permettre un travail serein et constructif dans l'intérêt de la population

Si un conseiller trouble les travaux de l'assemblée, le Président pourra lui faire un rappel à l'ordre. S'il persiste, le Président de son groupe devra lui demander de cesser.

En cas de répétition à ces manquements, le Président suspendra la séance.

Adopté par le conseil municipal en sa séance du 14 décembre 2017



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TABLETTES NUMÉRIQUES AUX ÉLUS MUNICIPAUX

Cette convention est passée entre la Ville de Corbas,

et Madame, Monsieur (1) _____, élu(e) de la Ville, le
"bénéficiaire"

(1) rayer la mention inutile

PRÉAMBULE

La ville de Corbas met en place, avec l'aide du SITIV, une solution pour l'envoi dématérialisé aux élus de la ville, des convocations et documents relatifs aux conseils municipaux.

À cette fin, la ville fournit aux élus qui le souhaitent un matériel afin de faciliter cet usage.

Cette charte a pour but de définir les modalités d'utilisation de ce matériel, en l'occurrence une tablette numérique et les engagements réciproques entre la ville et les usagers de ces outils.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention définit les conditions dans lesquelles la commune met à disposition du bénéficiaire le matériel désigné dans l'article 2.

ARTICLE 2 – MATÉRIEL MIS A DISPOSITION

Le matériel mis à disposition, intitulé "tablettes numériques", est constitué d'une tablette Samsung Galaxy Tab A et de ses accessoires (chargeur, câble et pochette de protection).

ARTICLE 3 – BÉNÉFICIAIRES

Sont bénéficiaires de cette mise à disposition les élus du conseil municipal de la commune (le Maire, les adjoints et les conseillers municipaux).

En acceptant ce matériel, le bénéficiaire s'engage à recevoir les convocations et le contenu des séances du conseil municipal de manière dématérialisée par l'outil nommé "idelibre" pré-installé sur la tablette.

Le bénéficiaire s'engage à toujours avoir ce matériel avec lui lors des conseils municipaux.

ARTICLE 4 – DURÉE

Le matériel est mis à disposition pendant la durée du mandat du bénéficiaire. Celui-ci s'engage à restituer le matériel à la fin de son mandat.

ARTICLE 5 – MISE A DISPOSITION GRATUITE

Ce dispositif a pour objectif :

- d'inciter l'usage du numérique dans la collectivité,
- de faciliter l'accès à l'information des conseillers municipaux,
- de respecter et d'appliquer le dispositif Développement Durable.

Pour cela, le matériel est mis à disposition à titre gratuit et ne devra pas être exploité à des fins commerciales.

Le matériel reste la propriété de la Ville pendant toute la durée du prêt.

L'utilisateur de la tablette est identifié nominativement, les tablettes ne peuvent être échangées entre utilisateurs.

ARTICLE 6 – PRÉSERVATION DU MATÉRIEL

Dès sa livraison au bénéficiaire, le matériel n'est plus sous la responsabilité des services municipaux.

Le bénéficiaire s'engage à en prendre soin, la tablette est sous son entière responsabilité pendant toute la durée du prêt.

Le bénéficiaire doit prendre les précautions qui s'imposent pour mettre la tablette à l'abri du vol ou d'une dégradation.

ARTICLE 7 – SÉCURISATION

Le matériel fourni est sécurisé par un outil appelé MDM, (Mobile Device Management). Cet outil restreint le matériel aux seules fonctions nécessaires à la consultation des informations du conseil municipal, à internet et aux applications pré-installées sur ce matériel.

ARTICLE 8 – CONNEXION DU MATÉRIEL A INTERNET

L'usage de l'application « idelibre » nécessite un accès à internet par wifi. Le bénéficiaire est autorisé à connecter le matériel à son point d'accès internet personnel.

A défaut de connexion internet suffisante, le bénéficiaire pourra se présenter en Mairie pour se connecter aux points d'accès Wifi en sollicitant le code d'accès auprès des agents.

La liste des services municipaux dotés de points d'accès internet à ce jour est la Médiathèque, la Direction Générale et la Mairie 1860.

L'usage d'internet dans des lieux publics (Centres commerciaux, restaurants, etc.) est proscrit, les points d'accès Wifi dans ces lieux n'offrent pas de garanties suffisantes de sécurisation et de confidentialité.

ARTICLE 9 – USAGES ET RESPONSABILITÉ

Le matériel est uniquement destiné à la réception est à la consultation des informations destinées aux conseils municipaux.

Le bénéficiaire ne pourra pas avoir accès au Play Store, le magasin d'applications Android.

L'usage à des fins privées ne pouvant être bloqué totalement, le bénéficiaire s'engage à utiliser le matériel en bon père de famille.

La consultation de sites internet ne pouvant être filtrée à son domicile, celle-ci est sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

En cas d'accès à des sites illicites, il sera le seul responsable pénal.

A l'exclusion des documents issus de « idelibre », le bénéficiaire est responsable des données qu'il pourrait stocker dans la mémoire de la tablette.

Si la tablette devait être réinitialisée, il est supposé que le bénéficiaire possède une sauvegarde de ses documents, aucune intervention ne sera faite par les services municipaux en ce sens.

Il est demandé d'éviter de télécharger des documents de grande taille et/ou en grand nombre (photos ou vidéos par exemple) qui pourraient saturer la mémoire de la tablette et rendre la réception des documents pour les conseils municipaux impossible.

ARTICLE 10 – MAINTENANCE

Le matériel profite d'une garantie d'un an à sa date d'achat au 15 octobre 2017.

Le bénéficiaire devra se rapprocher du Cabinet du Maire ou du Service Informatique en cas de problème avec le matériel.

Cette maintenance couvre les problèmes matériels, l'usage de l'application « idelibre » et les questions sur la tablette dans le strict cadre des usages définis dans ce document.

Dans le cas où le matériel serait en panne, qu'il nécessiterait une intervention longue ou une réparation en atelier, le Service Informatique pourra proposer une tablette de remplacement pendant la période d'indisponibilité du matériel.

Le bénéficiaire restituera cette tablette lors de la remise en service du premier matériel.

Toute intervention sur les tablettes sans l'autorisation des services municipaux est interdite.

ARTICLE 11 – DÉNONCIATION

La présente mise à disposition peut être dénoncée à tout moment par le bénéficiaire sur simple restitution du matériel, accessoires compris et ne pourra prétendre à un dédommagement.

Si le bénéficiaire ne remplit plus les conditions définies à l'article 4, le matériel en sa possession devra être restitué.

ARTICLE 12 – FORMATION

Une formation de prise en main de la tablette et d'utilisation de l'application « idelibre » sera proposée le jour de la remise du matériel et de la signature de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 20/12/2017

Reçu en préfecture le 20/12/2017

Affiché le

The logo for SLO (Société de Logistique Opérationnelle) is displayed in blue and red.

ID : 069-216902734-20171214-VILLE2017DL130-DE

ARTICLE 13 – ENTRÉE EN VIGUEUR

La convention entrera en vigueur dès sa notification au bénéficiaire et prend fin à l'échéance de son mandat.

ARTICLE 14 – PERTE ET VOL

Dans le cadre de son contrat d'assurance, la Ville assure le matériel mis à disposition à titre professionnel.

En cas de vol, le bénéficiaire devra faire les démarches auprès de la gendarmerie.

Fait à Corbas, le

Signature du Bénéficiaire.

Envoyé en préfecture le 20/12/2017

Reçu en préfecture le 20/12/2017

Affiché le



ID : 069-216902734-20171214-VILLE2017DL130-DE